(N° 141.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1886-1887.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE MARS.

FEUILLETON AU 10 AVRIL 1887.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
1.	2879.	Par pétition datée de Ledeberg, le 28 février 1887,
	2992. 3001.	Des institutrices et instituteurs en chef en disponibilité de diverses localités demandent une place dans l'enseignement officiel.
		Même demande d'instituteurs et d'institutrices en disponibilité, à Courtrai, Thielt, Ledeberg, et du canton de Brée.
		Décision : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
2.	2883. 2901.	Par pétition datée de Fays-les-Veneurs, le 15 février 1887,
	2916. 2937. 2953.	Des conseillers communaux de Fays-les-Veneurs demandent le prompt achèvement du chemin de fer Athus-Charleroi.
		Même demande de conseillers communaux d'Aubange, Orges, Straimont, Noirefontaine, Louette-Saint-Denis, Vencimont, Saint-Médard, Ucimont, Poupehan, Alle, Villers-la-Loue, Laforêt, Saint-Léger,

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	

Corbion, Tergny, Mussy-la-Ville, Bagimont, Villers-sur-Semois, Sensenruth, Latour et Châtillon.

Décision : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

3. 2884. 2960. Par pétition datée de Bruges, le 18 février 1887,

Les président et secrétaire de la Société « De Vlaamsche Broederbond », à Bruges, demandent que le *Moniteur* paraisse dans les deux langues

Même demande d'habitants de Malines.

Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

4. 2889. 2929. Par pétition datée de Molenbeek-Saint-Jean, le 19 février 1887,

Le collège des bourgmestre et échevins de Molenbeek-Saint-Jean prie la Chambre de voter une loi d'amnistie complète en faveur des personnes condamnées à la suite des dernières grèves.

Même demande des conseils communaux d'Ixelles, de Grivegnée.

Décision : *Ordre du jour.*

5. 2890. Par pétition datée de Bruges, le 23 janvier 1887,

Le secrétaire du cercle « De Vrije Vlamingen », à Bruges, demande que le *Moniteur* paraisse dans les deux langues et que la partie non-officielle soit supprimée.

Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

6. 2891. Par pétition datée de Charleroi, le 1er février 1887,

Des huissiers près le tribunal de première instance de Charleroi demandent l'abrogation du titre V du décret du 30 mars 1808 sur la police et la discipline des cours et tribunaux, du titre IV, § 2, du décret impérial du 6 juillet 1810 et du titre II, chapitre 1er, § 1er, du décret impérial du 14 juin 1813, portant règlement sur l'organisation et le service des huissiers.

Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

7. 2892. Par pétition datée de Thielt,

Le conseil communal de Thielt prie la Chambre de

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	

modifier la loi scolaire du 20 septembre 1884 concernant le traitement d'attente des instituteurs en disponibilité.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

8. 2899. Par pétition datée d'Oudenburg,

Le conseil communal d'Oudenburg prie la Chambre d'exempter les communes du payement du traitement d'attente des instituteurs en disponibilité.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

9. 2900. Par pétition datée de Wiers, le 28 février 1887,

Des habitants de Vergnes demandent qu'une enquête soit ouverte au sujet des agissements de la wateringue de Vergnes.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

10. 2905. Par pétition datée de Melsele, le 28 février 1887,

Des habitants de Melsele demandent l'établissement d'un quai à la Tête-de-Flandre.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

11. 2906. Par pétition datée de Vergnes-Wiers, le 2 mars 1887,

La veuve Waroux, à Vergnes, demande une indemnité du chef du préjudice qu'elle a subi par suite de l'élargissement de la Verne.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

12. 2913. Par pétition datée de Bruxelles, le 5 mars 1887,

Le sieur Dekoninck, à Bruxelles, prie la Chambre de modifier les lois fiscales en matière de succession et de reviser le multiplicateur officiel; il demande, en outre, la restitution d'une amende qu'il aurait indûment payée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
13.	2914.	Par pétition datée de Jalhay, le 7 janvier 1887, Le conseil communal de Jalhay demande, pour cette localité, la continuation de l'ancien multiplicateur officiel. Décision : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*
14.	2915.	Par pétition datée d'Anvers, le 6 mars 1887, Le sieur Berckmans, à Anvers, victime d'un accident de chemin de fer, demande une indemnité. Décision : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*
15.	2920.	Par pétition datée de Poncelle, le 7 mars 1887, Le sieur Heintz, à Poncelle, se plaint d'avoir été injustement rayé des listes électorales. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
16.	2921.	Par pétition de Rengies-Wiers, le 5 mars 1887, Des habitants de Rengies se plaignent des agissements de la wateringue de cette localité et demandent sa suppression. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*
17.	2934.	Par pétition datée de Saint-Gilles, le 6 mars 1887, Le sieur Seguin, à Saint-Gilles, demande la médaille commémorative du chef des années qu'il a passées au service de l'administration des chemins de fer. Décision : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*
18.	2935.	Par pétition datée d'Oolen, le 9 mars 1887, Le sieur Vetters, instituteur communal à Oolen, se plaint de ce que le conseil communal de cette localité l'ait illégalement mis en disponibilité. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
19.	2936.	Par pétition datée de Frasnes-lez-Gosselies, le 10 mars 1887, Le sieur Delatte, à Frasnes-lez-Gosselies, prie la Chambre de modifier la loi du 20 juin 1883 concernant le concordat préventif de la faillite. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
20.	2955.	Par pétition datée de Louvain, le 6 mars 1887, Le sieur Delronge, détenu à la maison centrale pénitentiaire de Louvain, se plaint des abus commis par les employés de cette prison. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
21.	2956.	Par pétition datée de La Louvière, le 14 mars 1887, Des négociants de La Louvière prient la Chambre de modifier la loi sur les faillites ainsi que la loi communale enlevant les droits civils aux faillis de toutes catégories. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
22.	2962.	Par pétition datée de Bruxelles, Des bouchers et charcutiers de l'agglomération bruxelloise demandent que le droit d'abattage perçu par diverses administrations communales ne soit maintenu que partiellement et que la ville de Bruxelles reconnaisse l'estampille des faubourgs et réciproquement. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
23.	2963.	Par pétition datée de Wervicq, le 15 mars 1887, Des habitants de Wervicq prient la Chambre de modifier l'article 78 de la loi communale concernant les règlements communaux et les ordonnances de police. Décision : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
24	2965.	Par pétition datée de Ledeberg, le 15 mars 1887, Le sieur Wackenier, instituteur en chef en disponi-

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	

bilité, à Avecappelle, demande itérativement une place dans l'enseignement.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

25. 2970. Par pétition datée de Saint-Genois, le 21 mars 1887,

Le sieur Devos, à Saint-Genois, demande l'unification de l'heure pour toute la Belgique.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

26. 2972. Par pétition datée d'Anvers, le 18 mars 1887,

Les membres du comité de la Société « Les Solidaires », à Anvers, demandent que l'interdiction, pour la garnison, de fréquenter divers locaux publics de société soit levée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

27. 2973. Par pétition datée de Ledeberg, le 19 mars 1887,

Le sieur Droesbeke, instituteur communal en disponibilité, à Ledeberg, demande le maintien des traitements d'attente.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

28. 2974. Par pétition datée de Saint-Trond, le 4 mars 1887,

2988. 2998. Le conseil communal de Saint-Trond demande la suppression du traitement d'attente des instituteurs en disponibilité.

Même demande des conseils communaux de Westmalle, Marcour.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

29. 2977. Par pétition datée de Hal, le 22 mars 1887,

Des commerçants de Hal se plaignent de ce que des employés publics de cette ville exercent un commerce.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

30. 2979. Par pétition datée de Malines,

Le sieur De Poorter, à Malines, demande qu'une

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
		enquête soit ouverte au sujet de la violation d'une disposition contenue dans le testament d'un habitant de cette ville récemment décédé.
		DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
31.	2989.	Par pétition datée de Jemappes, le 24 mars 1887.
		Le sieur Ducobu, à Jemappes, demande l'intervention de la Chambre à l'effet d'obtenir de l'administration communale de Cuesmes le solde d'une entreprise qu'il a faite pour le compte de cette commune.
		DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
32.	2994.	Par pétition datée de Fontaine-l'Evêque, le 27 mars 1887,
		Le sieur Duparque, ancien ouvrier des chemins de fer de l'État, à Fontaine-l'Évêque, demande une indemnité du chef de l'accident dont il est victime.
		DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*
33.	2996.	Par pétition datée de Hornu, le 26 mars 1887.
		Le sieur Brenez, à Hornu, demande la croix civique du chef de services rendus.
		DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
34.	3002.	Par pétition datée d'Audenarde, le 29 mars 1887,
		Des professeurs de l'école moyenne de l'État, à Audenarde, se plaignent de la négligence avec laquelle cette ville satisfait au payement de leurs traitements.
		DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*